

Projet d'Appui aux Réformes Institutionnelles et
Techniques pour l'équité en Éducation
(PARITÉ)

**IMPACT DE LA CRISE SÉCURITAIRE
ACTUELLE SUR LES FILLES, LE
GENRE ET L'ÉDUCATION AU
BURKINA FASO**
ACCÈS – MAINTIEN – RÉUSSITE

ÉLÉMENTS CLÉS DE L'ÉTUDE

MARS 2022



Le Projet d'Appui aux Réformes Institutionnelles et Techniques pour l'équité en Éducation (PARITÉ) est financé par le gouvernement du Canada et mis en œuvre par Alinéa et CECL.

alineia

cecli
CHANGE DES VIES

En partenariat avec
Canada

SOMMAIRE

01	INTRODUCTION	p.1
02	ZONES D'ÉTUDE	p.2
03	IMPACTS MAJEURS DE LA CRISE	p.4
04	FAITS SAILLANTS	p.5
	<ul style="list-style-type: none">Principales causes des déplacements de population : les conflits armés, conflits communautaires et religieuxProblèmes majeurs des structures éducatives en temps de crisePesanteurs socio-culturelles néfastes pour la scolarisation des fillesLes filles utilisées comme source de revenus au détriment de la scolarisationStratégies de résilience des filles / femmes face aux risques	
05	LA STRATÉGIE NATIONALE D'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE (SN-ESU)	p.15
06	RECOMMANDATIONS	p.16
07	MOT SUR L'ÉTUDE	p.17

INTRODUCTION

Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à une crise sécuritaire du fait des attaques de groupes armés qui sévissent dans plusieurs régions. Cinq régions (Boucle du Mouhoun, Est, Centre-Nord, Sahel, Nord) y font face quotidiennement. Depuis cette date, le système éducatif burkinabé est en proie aux conséquences désastreuses de cette crise sécuritaire, notamment les filles et les femmes.

Parmi les conséquences, on compte les incendies d'infrastructures scolaires, les fermetures d'établissements préscolaires, primaires, post primaires et secondaires, les assassinats d'enseignants et d'élèves entraînant des fermetures d'établissements préscolaires, primaires, post primaires et secondaires.

On observe surtout des déplacements forcés de personnes avec leurs enfants.

Malgré les efforts déployés par le gouvernement et les partenaires techniques et financiers (PTF) en faveur de l'amélioration du système éducatif, cette situation s'aggrave et entrave sérieusement les plans et programmes éducatifs développés.

Sans conteste, la crise sécuritaire pèse sur les rapports de genre dans le milieu éducatif, ce qui affecte plus les filles et les femmes.

Ce document présente les résultats synthétiques de l'étude menée au Burkina Faso en 2021, impliquant les services déconcentrés et décentralisés au niveau régional et communal de trois départements ministériels (Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (MENAPLN), Ministère de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (MFSNFAH), et du Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la promotion Civique, Garde des Sceaux (MJDHPCGS)), des élu-e-s locaux-locales, des organisations à base communautaire.



Le Projet d'Appui aux Réformes Institutionnelles et Techniques pour l'équité en Éducation (PARITÉ), mis en œuvre de 2019 à 2024, contribue à améliorer l'accès à l'éducation de base de qualité pour les filles et les garçons au Burkina Faso. Le projet renforcera les capacités du personnel du ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (MENAPLN) afin de permettre l'adoption de pratiques éducatives favorisant l'inclusion et les apprentissages, notamment pour les filles, et l'amélioration de la gestion de l'éducation de façon plus inclusive.

ZONES D'ÉTUDE

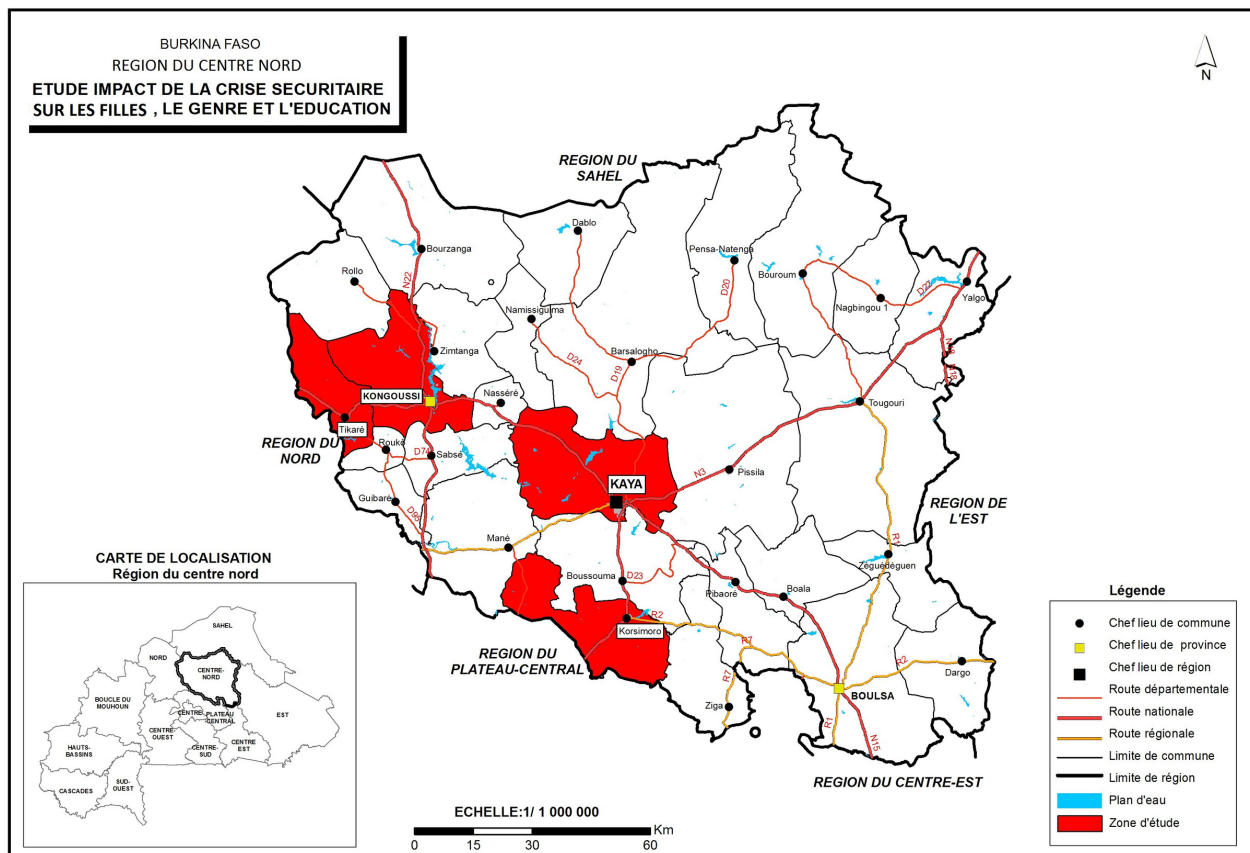
L'étude a touché **quatre communes de la région du Centre-Nord**. Il s'agit des communes de **Korsimoro** et **Kaya** dans le Sanmatenga et **Kongoussi** et **Tikaré** dans le Bam.

La Région du Centre Nord est limitée au Nord par la région du Sahel, au Sud par les Régions du plateau Central et du Centre-Est, à l'Est par la Région de l'Est et à l'Ouest par la Région du Nord.

Elle s'étend sur une superficie de 19 840 km² et regroupe trois provinces à savoir le Bam, le Namentenga et le Sanmatenga.

La région compte environ **1 872 126** habitants en 2019 dont **984 409** femmes **887 717** hommes.

Comme représenté dans la carte suivante :



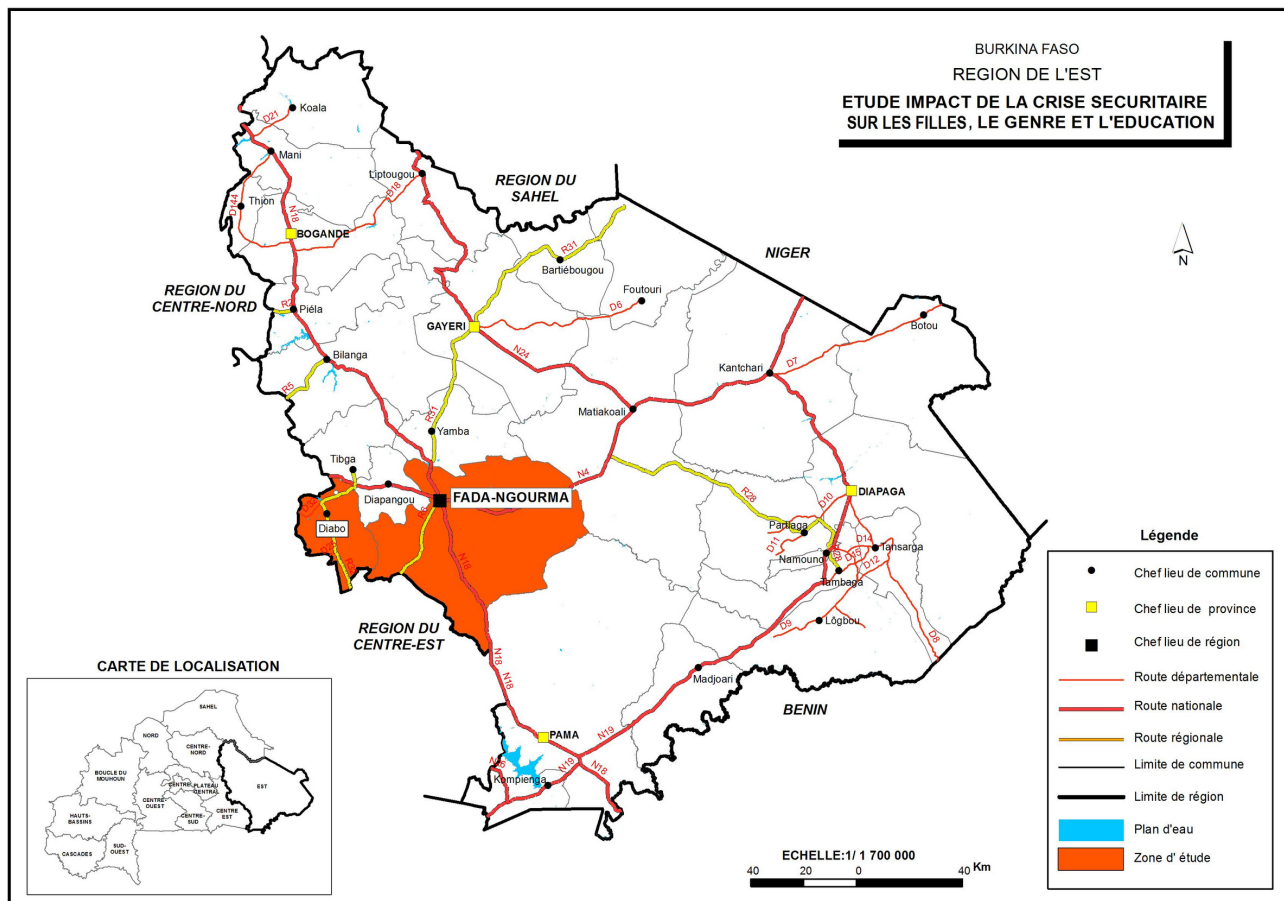
ZONES D'ÉTUDE

La région de l'Est est limitée au Nord-Est par la République du Niger, au Nord par la région du Sahel, à l'Ouest par la région du Centre-Est et du Centre Nord, au Sud par les Républiques du Bénin et du Togo. Elle est la région la plus vaste du pays avec une superficie de 46 807 km² (soit 17% du territoire national), et une population estimée à : **1 941 505** habitants en 2019[1] dont **951 523** hommes et **989 982** femmes.

Elle fait partie de celles qui ont la plus faible densité de population avec 26,2 hab. / km² contre une moyenne nationale de 38 hab. / km² en 1996. Elle compte cinq provinces (Gnagna, Gourma, Tapoa, Komondjari et Kompienga), 27 départements et 806 villages. Elle est répartie en 22 communes rurales.

L'étude a touché **deux communes** : **Diabo** et **Fada** situées **dans la province du Gourma**.

Comme représenté dans la carte suivante :



IMPACTS MAJEURS DE LA CRISE

Les résultats de cette étude révèlent plusieurs problématiques :



N° 01 - Conditions d'études difficiles

Des infrastructures scolaires endommagées à la suite des attaques empêchent les enfants d'aller à l'école ou d'étudier dans de bonnes conditions. Cela provoque des besoins énormes de réinsertion scolaire des enfants du primaire, post-primaire et secondaire affecté-e-s.

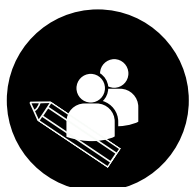
Cela induit également des effectifs pléthoriques au niveau des structures éducatives.

La distance des structures éducatives par rapport au lieu de logement des filles comporte de nombreux risques (VBG, rapt, etc.). La faible quantité des vivres dans les cantines face aux effectifs pléthoriques des écoles d'accueil, la faiblesse des capacités d'accueil des écoles malgré la construction de classes additionnelles rendent les élèves de plus en plus vulnérables. Toutes ces formes de vulnérabilité, subies de façon croisée, constituent des obstacles sérieux qui impactent négativement l'accès, la réussite et le maintien scolaire, surtout chez les filles.



N° 02 - Vulnérabilité financière accrue

La crise, perdurant, fragilise l'économie des familles. Les établissements d'enseignement secondaire privés sont inaccessibles à la majorité des personnes déplacées en raison du coût élevé des frais de scolarité et au regard de leur situation économique. Cela contraint les enfants, notamment les garçons à travailler sur des sites d'or pour honorer leurs frais de scolarité. Certains d'entre eux abandonnent l'école. Par ailleurs, au sein des personnes déplacées, les femmes cheffes de ménages, les veuves, les orphelins et les enfants chefs de ménages font face à de nouveaux défis tels que : paiement de loyer, besoins de subsistance primaires à trouver ou encore scolarisation rendue difficile en termes d'inscription/réinscription à l'école. De plus, la précarité financière des parents concourt à réveiller certains stéréotypes ou préjugés sur les femmes et les filles qui ont un impact négatif sur les acquis engrangés en termes d'accès des filles à l'école.



N° 03 - Personnel enseignant menacé

Le personnel enseignant considéré comme acteur d'une école dite de « blanc », est devenu la principale cible des attaques. Selon les personnes interviewées, les enseignantes sont plus exposées comparativement aux hommes, ces derniers étant plus résilients face à la crise.



N° 04 - Recrudescence des phénomènes sociaux

On observe une hausse de la délinquance juvénile, les mariages forcés/précoces, les grossesses non désirées/précoces, la prostitution et les cas de viols^[1] suivis de mutilations des parties génitales féminines au sein des jeunes. L'exposition des filles et des femmes aux violences est permanente dans les situations d'insécurité. Dans les écoles, lors des attaques armées, elles subissent des violences morales, physiques et le harcèlement sexuel, et plus encore sur les trajets entre les écoles/établissements ou dans les lieux de résidence pour celles qui habitent seules ou en groupes sans aucune protection familiale ou sociale.

[1] Les viols ne sont pas observés uniquement en période de crise, mais ils s'amplifient avec la crise sécuritaire.



N° 05 - Des corvées accrues pour les filles

Pour les filles déplacées, en plus de faire face à certains problèmes de santé, elles sont plus préoccupées par leurs besoins quotidiens notamment la corvée d'eau, la cuisine, la recherche du bois, au détriment de leurs études. En effet dans un contexte de paix, ces filles bénéficiaient de l'appui de leurs mères et d'autres femmes de la famille pour la réalisation de certaines tâches qu'elles se retrouvent désormais seules à assurer. Ces situations s'expliquent par le fait que beaucoup de personnes n'ont plus accès à leurs hameaux de culture.

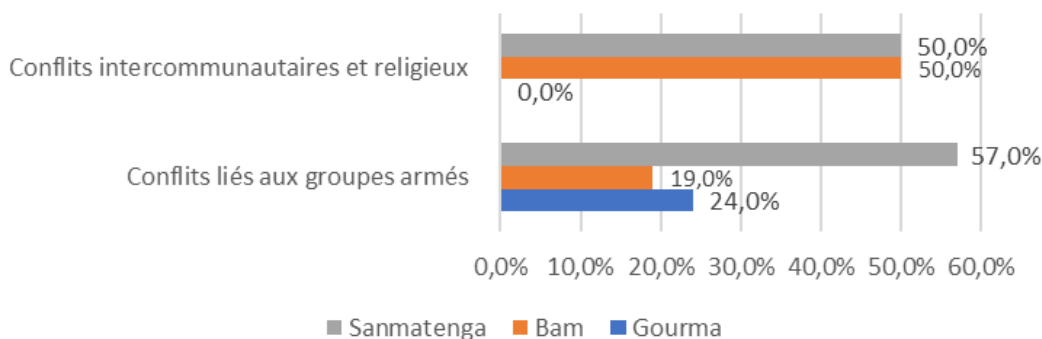
FAITS SAILLANTS

Principales causes des déplacements de population : les conflits armés, conflits communautaires et religieux

Plus de 95% des enquêtés déclarent que le type de conflit dominant consiste dans les attaques des groupes armés dans les provinces du Gourma, du Bam et du Sanmatenga. Cela a été la principale cause des déplacements internes des populations dont les enfants, filles et garçons scolarisables et de la fermeture des structures éducatives.

Les graphiques 1 et 2 montrent que, selon les déplacé-e-s internes, le taux des déplacements internes liés aux groupes armés est de 96%. Il est de 98% selon la population hôte. Les enquêté-e-s s'accordent tous-tes sur le fait que le taux des déplacé-e-s internes lié aux attaques des groupes armés reste le plus élevé pour l'ensemble des trois provinces.

Repartition des types de conflit selon les provinces



Sources : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre nord et Est.

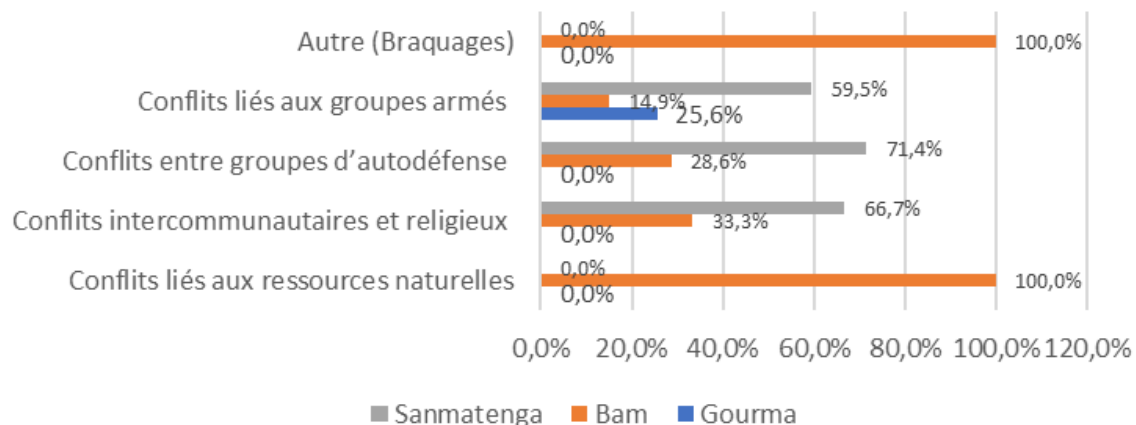
GRAPHIQUE 1

En plus des conflits liés aux groupes armés, les conflits intercommunautaires et religieux sont cités par plus de la moitié des enquêté-e-s dans le Sanmatenga et le Bam comme une des causes à l'origine des déplacements internes dans cette province. En effet, elle est la première région du pays à avoir enregistré ses premiers déplacé-e-s internes courant janvier 2019 suite à un conflit communautaire dans le village de Yirgou.

Pour le Bam, ce sont 50% des enquêté-e-s de la communauté hôte (voir graphique 1) et 33,3% des enquêté-e-s personnes déplacées internes (PDI) (graphique 2) qui citent les conflits inter communautaires.

D'autres types de conflits cités sont à l'œuvre et sont notamment liés aux ressources naturelles et aux braquages fréquents. Ces deux dernières causes sont en effet consécutives généralement à la dégradation de la situation sécuritaire générale.

Repartition des types de conflit selon les provinces



Sources : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre nord et Est.

GRAPHIQUE 2

FAITS SAILLANTS

Pour les enfants déplacé-e-s scolarisé-e-s ou déscolarisé-e-s interrogés ; les crises liées aux groupes armés ont été la seule cause de leur déplacement. Certains enfants se sont déplacés en raison des incendies de leurs écoles par les assaillants, d'autres ont plutôt fui à cause des assassinats de leurs parents et proches par ces hommes armés.

Problèmes majeurs des structures éducatives en temps de crise

Actuellement, il ressort que la fonctionnalité des structures éducatives serait surtout touchée par les nombreuses fermetures et les attaques dont elles sont les principales cibles. Les installations non-sécurisées (absence de clôture, proximité d'avec les zones dangereuses) démontrent également le niveau d'exposition des élèves et des enseignant-e-s dans ces zones à fort défi sécuritaire.

Les structures éducatives sont confrontées à de multiples difficultés qui peuvent se résumer en dix points essentiels variant selon la gravité des problèmes et la perception des enquêté-e-s (communauté hôte ou personnes internes déplacées).

Comme représenté dans le tableau suivant :

Problèmes majeurs rencontrés	Provinces		
	Gourma (%)	Bam (%)	Sanmatenga (%)
Infrastructures et équipements endommagés	95,8	84,2	26,3
Menaces de fermeture des classes	58,3	36,8	21,1
Site d'implantation inadapté	45,8	0,0	5,3
Installation non sécurisée (absence de clôture, proximité d'avec les zones dangereuses)	8,3	10,5	35,1
Pas de latrines fonctionnelles (inexistence ou en panne)	8,3	5,3	0,0
Pas de dispositif de lavage des mains	4,2	10,5	0,0
Pas de bloc de latrines réservé uniquement aux filles	4,2	10,5	8,8
Pas de bloc de latrines réservé uniquement aux personnes à mobilité réduite	8,3	5,3	10,5
Aucune source d'eau potable disponible	29,2	36,8	29,8
Autre(s) à préciser	16,7	68,4	56,1

Source : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre nord et Est.

NB : Données non cumulatives

Impact sur les filles

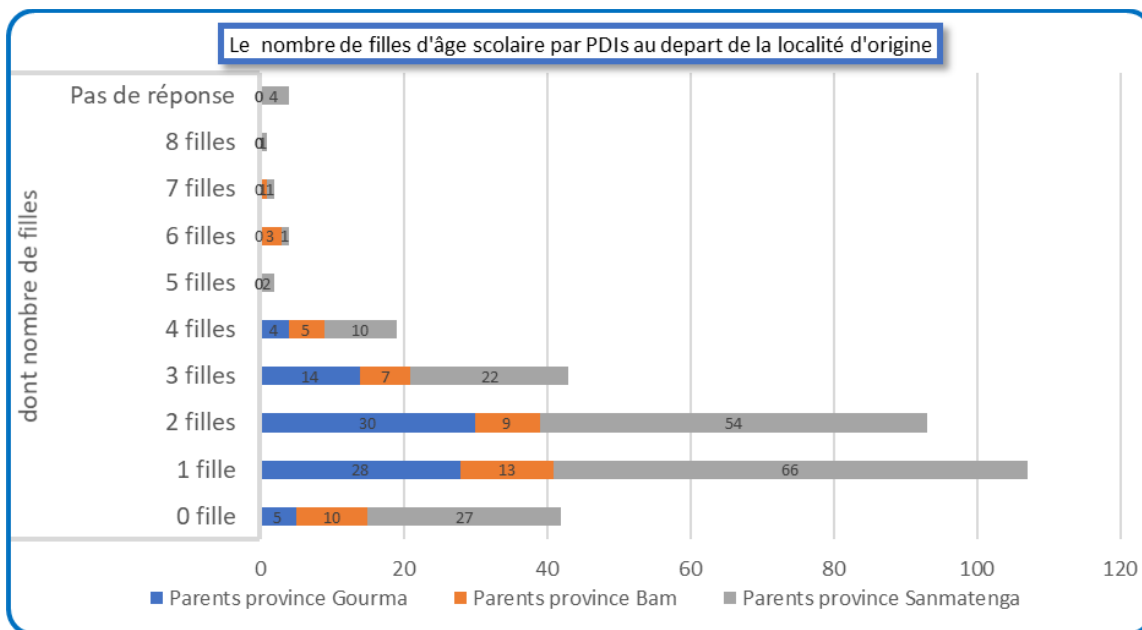
Selon les statistiques du ministère de l'éducation en 2012-2013, les régions du Sahel et de l'Est avaient les taux de scolarisation les plus faibles, surtout au niveau des filles. Ainsi les taux bruts de scolarisation des filles étaient respectivement pour le Sahel et l'Est de 42,5% et 56,2 % contre un taux national de 81%[1]. Dans ces deux régions toutes les provinces figurent sur la liste de celles ciblées comme prioritaires en matière d'éducation par le MENAPLN.

Le droit à l'éducation pour tous-tes, reconnu dans la constitution et la loi d'orientation scolaire du Burkina Faso, n'est pas effective dans la réalité pour tous les enfants, surtout pour les filles qui outre la faiblesse de l'offre éducative subissent les pesanteurs socio-culturelles.

[1] Synthèse des données statistiques de l'éducation de base 2012-2013

FAITS SAILLANTS

Les facteurs à l'origine de la déscolarisation des filles dans le contexte de crise sont essentiellement l'insécurité, la vulnérabilité financière, la non-possession de documents d'identification, la capacité d'accueil des structures éducatives.

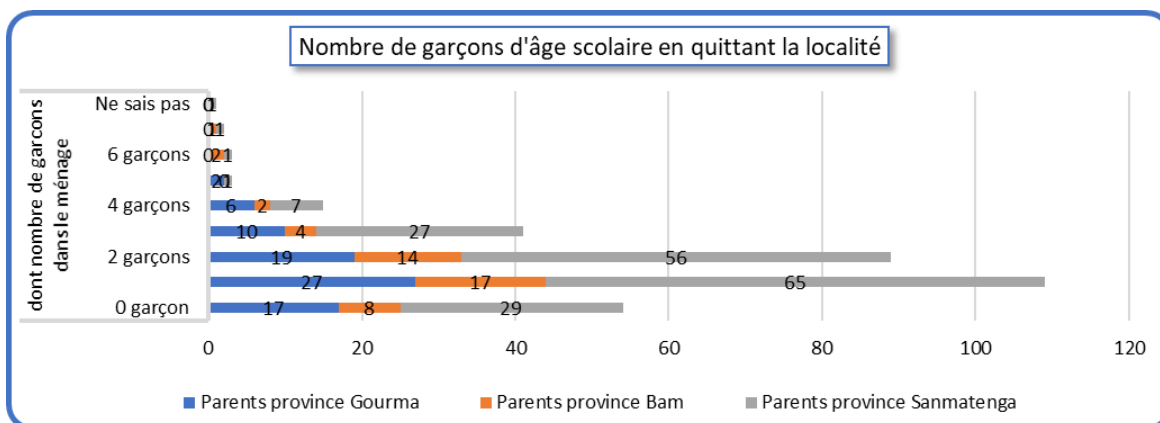


Sources : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre nord et Est.

GRAPHIQUE 3

Impact sur les garçons

Le graphique 4 concerne les garçons en âge scolaire dans les provinces enquêtées. Au départ des provinces du Gourma, du Bam et du Sanmatenga, on constate que le nombre de garçons en âge scolaire quittant leur zone est pour chacune des provinces légèrement inférieur au nombre de filles. On dénombre 517 garçons en âge scolaire au total au départ de la localité d'origine des PDI.



Sources : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre nord et Est.

GRAPHIQUE 4

Toutefois, dans les localités d'accueil, on observe une amélioration relative du nombre d'enfants déplacé-e-s et scolarisé-e-s. Cette situation s'explique d'une part, par le fait que plusieurs enfants ont atteint l'âge scolaire, une ou deux années après leur départ des villages d'origine. Elle est le résultat des efforts conjugués du gouvernement Burkinabè et de ses partenaires pour assurer l'accès à l'éducation aux enfants déplacés sur les sites d'accueil.

En revanche, on observe également que le nombre de parents qui n'avaient pas d'enfants scolarisé-e-s s'est accru à la même période, ce qui témoignerait d'une situation de déperdition qui touche beaucoup plus les filles.

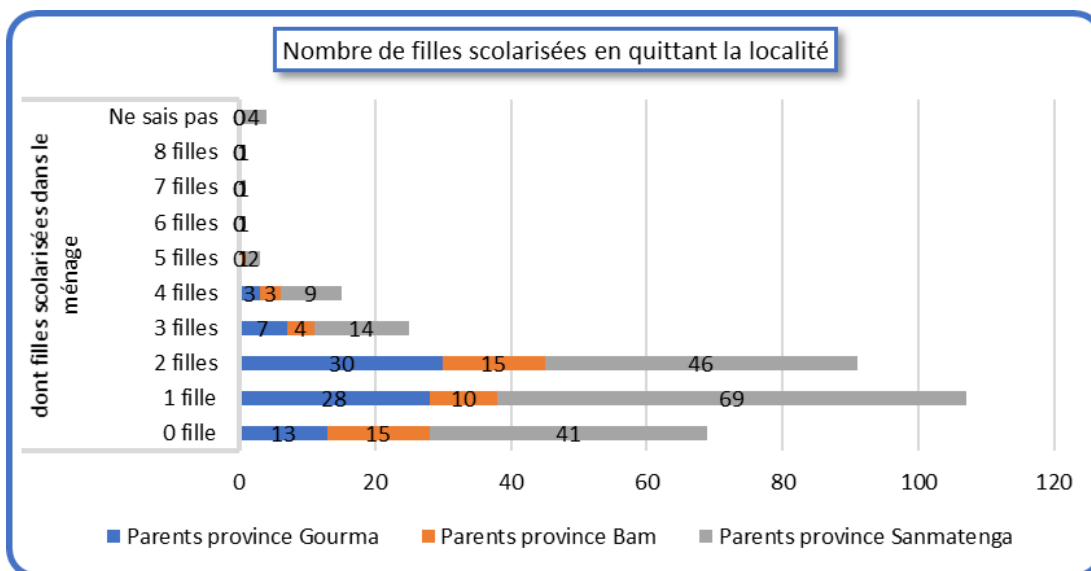
FAITS SAILLANTS

Pesanteurs socio-culturelles néfastes pour la scolarisation des filles

Selon les enquêtés, pour la province du Gourma, 121 filles étaient scolarisées au départ de la localité d'origine des personnes internes déplacées, 25 filles en âge scolaire n'ont pas été inscrites à l'école dans ces localités. Cela pourrait être dû aux pesanteurs socio-culturelles qui font que beaucoup de parents refusent d'envoyer leurs enfants, particulièrement les filles à l'école. Il faut noter que cette situation persistait bien avant la dégradation de la sécurité dans la région de l'Est car les facteurs socio-culturels ont toujours été en défaveur de la scolarisation des filles : l'offre est là, mais les parents sont réticents.

Pour le Bam, elles sont 69 filles scolarisées en quittant leur localité, alors que les filles en âge scolaire sont au nombre de 97. Cela prouve que la problématique de l'accès à l'éducation dans le Bam est une situation qui mérite d'être prise au sérieux. Les facteurs socio-culturels limitent beaucoup l'accès des filles à l'éducation dans cette localité comme le mentionne un parent d'élèves de Kongoussi. Il explique qu'en général pour les parents, les filles doivent rester à la maison pour s'occuper du ménage et aider leurs mères dans les tâches quotidiennes.

Le Sanmatenga présente les mêmes réalités. Sur un total de 311 filles en âge scolaire, 270 filles scolarisées avant même de quitter leur localité. Les chiffres montrent qu'au niveau des deux régions enquêtées sur un total de 554 filles scolarisables, seulement 460, ont été scolarisées.



Sources : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre nord et Est.

GRAPHIQUE 5

Les filles utilisées comme source de revenus au détriment de la scolarisation

La relative hausse de la scolarisation tant chez les filles que chez les garçons cacherait donc le risque élevé de déperdition scolaire surtout pour les filles déplacées. En effet, il semblerait que plusieurs parents ne jugent plus utile de laisser leurs enfants, surtout les filles, continuer leur scolarité. Ils préfèrent les voir entreprendre de petites activités génératrices de revenus afin de leur venir financièrement en aide.

La précarité est également un facteur à considérer. Les parents qui cherchent d'abord à subvenir aux besoins primaires de leurs familles tels que manger, se vêtir, ne pensent pas à réinscrire leurs enfants. Ils ont quitté leur village ou leur maison et greniers ont été brûlés, leur bétail emporté, etc. Par conséquent, il leur est très difficile d'assurer la scolarité des enfants.

Les nombreux efforts en faveur de l'accès de tous -tes à l'éducation, en particulier des filles, affecté-e-s par la crise se heurtent à des difficultés et obstacles comme l'éloignement des structures éducatives par rapport au lieu de logement, l'inadéquation entre la demande et la capacité d'accueil des structures scolaires existantes. A ces obstacles s'ajoute la précarité financière des parents qui oblige ces derniers à opérer un choix entre scolariser le garçon ou la fille (primauté du garçon sur la fille). Ce qui constitue des obstacles sérieux qui impactent négativement l'éducation des filles.

FAITS SAILLANTS

Plusieurs raisons communes à toutes les provinces mais dans des proportions différentes rendent difficile l'accès des filles aux structures éducatives depuis le début de la crise sécuritaire dont les raisons sont énumérées dans le tableau ci-dessous :

Raisons	Gourma		Bam		Sanmatenga	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Priorité donnée par les parents à la scolarisation des garçons	3	12,5	1	5,3	18	31,6
Distance des structures par rapport au lieu de logement	10	41,7	10	52,6	4	7,0
Manque de sécurité	5	20,8	12	63,2	12	21,1
La mobilité des familles liée à la crise sécuritaire	13	54,2	17	89,5	16	28,1
Autre(s) à préciser	1	4,2	9	47,4	18	31,6

Source : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre nord et Est.

NB : Données non cumulatives

Crise sécuritaire et maintien scolaire des filles

Le risque élevé de déperditions scolaires pour les filles s'explique par plusieurs facteurs notamment la peur par suite des menaces proférées et les attaques de la part des terroristes à l'endroit des écoles, les violences subies lors des attaques, mais également la recrudescence de certaines violences basées sur le genre, notamment les mariages forcés / précoces. On peut également noter l'aggravation des stéréotypes sexistes par rapport à l'éducation des filles tels le poids des travaux domestiques.

Bien que perçues différemment par la communauté hôte et les personnes déplacées internes, les raisons de l'abandon scolaire se résument comme suit :

- **La réduction des capacités d'accueil des structures éducatives à la suite des attaques armées.**
- **La persistance de certaines pesanteurs socio-culturelles qui pèsent surtout sur les filles.**
- **La vulnérabilité financière surtout pour les déplacé-e-s.**
- **Les menaces et les attaques à l'encontre des enseignant-e-s et élèves.**
- **La distance entre les centres d'accueil des déplacé-e-s et les structures éducatives qui affecte sérieusement le maintien des élèves déplacé-e-s surtout les filles.**
- **L'afflux des déplacé-e-s met davantage à mal la fonctionnalité des cantines scolaires dont l'importance n'est plus à démontrer pour le maintien des élèves particulièrement les filles.** Dans cette crise ou certaines filles à l'instar des autres enfants placent leur espoir à trouver le seul repas quotidien dans les cantines, il est clair que cette situation entraîne des conséquences très graves sur le maintien des filles à l'école et sur leur protection.

FAITS SAILLANTS

Les filles de la communauté hôte sont elles aussi exposées à l'abandon scolaire. Les raisons de l'abandon des filles de la communauté hôte depuis le début de la crise sécuritaire sont multiples.

Comme représentées dans le tableau suivant :

Raisons des abandons des filles de la communauté hôte selon la province

Raisons des abandons	Province						Total	
	Gourma		Bam		Sanmatenga			
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Écoles forcées de fermer en raison de l'insécurité accrue dans les zones touchées	20	83,3	17	89,5	14	24,6	51	51,0
Fermeture de cantine scolaire	0	0,0	1	5,3	1	1,8	2	2,0
Écoles attaquées au moins une fois	5	20,8	5	26,3	1	1,8	11	11,0
Préséance des garçons par rapport aux filles pour faire face aux contraintes en lien avec la crise sécuritaire	2	8,3	0	0,0	6	10,5	8	8,0
Peur à la suite des menaces faites aux écoles / établissements	5	20,8	9	47,4	14	24,6	28	28,0
Violences subies par l'enquêté au sein des groupes de PDI	5	20,8	0	0,0	0	0,0	5	5,0
Fréquences élevées de violences dans la communauté hôte	3	12,5	1	5,3	0	0,0	4	4,0
Recrudescence de certaines violences basées sur le genre (mariage forcé / précoce, sororat, excision, poids des travaux domestique etc.	5	20,8	0	0,0	25	43,9	30	30,0
Raisons non en lien avec la crise sécuritaire	7	29,2	5	26,3	7	12,3	19	19,0

Source : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre nord et Est.

NB : Données non cumulatives

« Malheureusement, il y a actuellement des zones où la police et la gendarmerie ne peuvent plus aller, ce qui encourage davantage les viols et les enlèvements. Cela étant, le nombre de rapt a doublé dans la région de l'Est par exemple ».

Extrait
entretien
représentant
acteur
humanitaire

FAITS SAILLANTS

Le tableau ci-dessous révèle les raisons de l'abandon scolaire des filles pour les personnes déplacées internes interrogées. Ces raisons évoquées par les personnes déplacées internes rejoignent celles des communautés hôtes.

Les raisons de l'abandon de l'école par les filles déplacées

Raisons	Province			Total
	Gourma (%)	Bam (%)	Sanmatenga (%)	
Écoles forcées de fermer en raison de l'insécurité accrue dans les zones touchées	19,8	27,1	30,9	27,4
Fermeture de cantine scolaire	9,9	0,0	11,7	9,5
Écoles attaquées au moins une fois	0,0	4,2	8,0	5,4
Préséances des garçons par rapport aux filles pour faire face aux contraintes en lien avec la crise sécuritaire	11,1	0,0	12,2	10,1
Manque de moyens des parents	2,5	10,4	12,2	9,5
Violences subies par l'enquêté de la part d'autres PDI	4,9	0,0	4,3	3,8
Violences subies de la part de la communauté hôte	2,5	0,0	1,6	1,6
Fréquences élevées de violences	1,2	0,0	1,6	1,3
Inexistence ou insuffisance de dispositif de gestion des menstrues	0,0	0,0	1,6	0,9
Éloignement des structures éducatives	32,1	4,2	10,1	14,8
Mariage forcé / précoce	23,5	4,2	27,1	22,7
Poids des travaux domestique etc.	7,4	4,2	22,9	16,1
Raisons non en lien avec les conflits	4,9	16,7	9,0	9,1
Autres	8,	29,2	21,8	19,6

Source : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre-Nord et Est.

NB : Données non cumulatives

« Beaucoup de femmes-filles se voient stigmatisées à cause de leur ethnie. Cela joue énormément sur leurs activités quotidiennes et la scolarisation de leurs enfants. Elles sont mises à l'écart tout simplement parce qu'elles n'appartiennent pas à l'ethnie de leur localité d'accueil ».

Extrait
entretien
représentant
acteur
humanitaire

FAITS SAILLANTS

Les risques auxquels les filles sont exposées apparaissent en des proportions différentes selon les communautés hôtes et en fonction des provinces.

Dans la province du Gourma, on remarque que la crise a accentué le risque du harcèlement sexuel chez les filles. Selon les données du tableau ci-dessous 41,7% des enquêté-e-s de la communauté hôte estiment que le harcèlement sexuel est moyennement vécu ; contre 12,5% des enquêté-e-s qui estiment que le risque est faible et 16,7% qui pensent que le risque est vraiment élevé. À ce qui précède s'ajoute le risque d' enrôlement des filles dans les groupes armés. Le rapt des filles demeure une réalité à ne pas négliger dans cette province.

Tableau 11 : Répartition des difficultés et risques rencontrés par les groupes spécifiques et la fréquence selon la communauté hôte

Difficultés / risques	Fréquence	Province						Total	
		Gourma		Bam		Sanmatenga		Effectif	%
		Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%		
Enrôlement dans les groupes armés	Ne Sait Pas	6	25,0	3	15,8	29	50,9	38	38,0
	Faible	2	8,3	1	5,3	0	0,0	3	3,0
	Moyenne	2	8,3	8	42,1	3	5,3	13	13,0
	Très fréquent	14	58,3	7	36,8	25	43,9	46	46,0
Harcèlement	NSP	7	29,2	17	89,5	51	89,5	75	75,0
	Faible	3	12,5	0	0,0	0	0,0	3	3,0
	Moyenne	10	41,7	0	0,0	1	1,8	11	11,0
	Très fréquent	4	16,7	2	10,	5	8,8	11	11,0
Traite des personnes	NSP	20	83,3	19	100,0	56	98,2	95	95,0
	Faible	1	4,2	0	0,0	0	0,0	1	1,0
	Moyenne	3	12,5	0	0,0	1	1,8	4	4,0
Maltraitance familiale	NSP	24	100,0	15	78,9	57	100	96	96,0
	Faible	0	0,0	1	5,3	0	0,0	1	1,0
	Moyenne	0	0,	2	10,5	0	0,0	2	2,0
	Très fréquent	0	0,0	1	5,3	0	0,0	1	1,0
La violence domestique	NSP	24	100	18	94,7	57	100	99	99,0
	Très fréquent	0	0,0	1	5,3	0	0,0	1	1,0
Violences physiques	NSP	21	87,5	19	100,0	56	98,2	96	96,0
	Faible	1	4,2	0	0,0	1	1,8	2	2,0
	Moyenne	2	8,3	0	0,0	0	0,0	2	2,0
Violences psychologiques	NSP	10	41,7	18	94,7	51	89,5	79	79,0
	Faible	5	20,8	0	0,0	1	1,8	6	6,0
	Moyenne	8	33,3	1	5,3	1	1,8	10	10,0
	Très fréquent	1	4,2	0	0,0	4	7,0	5	5,0
Le viol systématique	NSP	20	83,3	18	94,7	56	98,2	94	94,0
	Faible	3	12,5	0	0,0	1	1,8	4	4,0
	Moyenne	1	4,2	0	0,0	0	0,0	1	1,0
	Très fréquent	0	0,0	1	5,3	0	0,0	1	1,0
Exploitation sexuelle	NSP	23	95,8	14	73,7	57	100	94	94,0
	Faible	1	4,2	1	5,3	0	0,0	2	2,0
	Moyenne	0	0,0	3	15,8	0	0,0	3	3,0
	Très fréquent	0	0,0	1	5,3	0	0,0	1	1,0
	NSP	16	66,7	18	94,7	41	71,9	75	75,0

FAITS SAILLANTS

Emplois domestique / petits commerces	Faible	2	8,3	0	0,0	1	1,8	3	3,0
	Moyenne	5	20,8	0	0,0	4	7,0	9	9,0
	Très fréquent	1	4,2	1	5,3	11	19,3	13	13,0
Prostitution	NSP	13	54,2	18	94,7	53	93,0	84	84,0
	Faible	3	12,5	1	5,3	0	0,0	4	4,0
	Moyenne	5	20,8	0	0,0	3	5,3	8	8,0
	Très fréquent	3	12,5	0	0,0	1	1,8	4	4,0
Mariage forcé / précoce	Ne sait pas	17	70,8	16	84,2	48	84,2	81	81,0
	Faible	3	12,5	2	10,5	1	1,8	6	6,0
	Moyenne	2	8,3	0	0,0	7	12,3	9	9,0
	Très fréquent	2	8,3	1	5,3	1	1,8	4	4,0
Raps et enlèvements	Ne sait pas	23	95,8	16	84,2	57	100,0	96	96,0
	Faible	1	4,2	3	15,8	0	0,0	4	4,0
Grossesses précoces	Ne sait pas	7	29,2	15	78,9	44	77,2	66	66,0
	Faible	1	4,2	3	15,8	1	1,8	5	5,0
	Moyenne	8	33,3	1	5,3	10	17,5	19	19,0
	Très fréquent	8	33,3	0	0,0	2	3,5	10	10,0
Grossesses indésirées / forcées	Ne sait pas	13	54,2	8	42,1	49	86,0	70	70,0
	Faible	3	12,5	1	5,3	2	3,5	6	6,0
	Moyenne	6	25,0	6	31,6	2	3,5	14	14,0
	Très fréquent	2	8,3	4	21,1	4	7,0	10	10,0
Non scolarisation	Ne sait pas	20	83,3	14	73,7	44	77,2	78	78,0
	Faible	0	0,0	1	5,3	0	0,0	1	1,0
	Moyenne	3	12,5	4	21,1	7	12,3	14	14,0
	Très fréquent	1	4,2	0	0,0	6	10,5	7	7,0
Déscolarisation	Ne sait pas	11	45,8	1	5,3	28	49,1	40	40,0
	Faible	1	4,2	1	5,3	1	1,8	3	3,0
	Moyenne	8	33,3	10	52,6	12	21,1	30	30,0
	Très fréquent	4	16,7	7	36,8	16	28,1	27	27,0
Mauvais résultats scolaire	Ne sait pas	12	50,0	10	52,6	45	78,9	67	67,0
	<u>faible</u>	1	4,2	0	0,0	0	0,0	1	1,0
	Moyenne	8	33,3	4	21,1	7	12,3	19	19,0
	Très fréquent	3	12,5	5	26,3	5	8,8	13	13,0
Inaccessibilité aux soins de santé y compris SSR	Ne sait pas	24	100,0	19	100,0	56	98,2	99	99,0
	Moyenne	0	0,0	0	0,0	1	1,8	1	1,0
Autres	Ne sait pas	24	100,0	18	94,7	54	94,7	96	96,0
	Très fréquent	0	0,0	1	5,3	3	5,30	4	4,0

Source : Enquête par questionnaire, avril 2021, étude sur l'impact de la crise sécuritaire actuelle sur les filles, le genre et l'éducation, Centre-Nord et Est

NB : Données non cumulatives

FAITS SAILLANTS

Stratégies de résilience des filles / femmes face aux risques

Pour survivre aux événements malheureux, les êtres humains ont toujours posé des actes afin de les atténuer ou de les enrayer. C'est ainsi que les entretiens semi-dirigés avec les femmes victimes de violence et les focus groupe avec les groupes d'enfants particulièrement les filles ont permis de mettre en évidence différentes stratégies de résilience développées par les femmes et les filles face aux risques, telles :

- **L'entraide communautaire** : différentes communautés ont initié des formes de solidarités entre elles notamment l'apport en aliments, des contributions volontaires pour soutenir les plus démunis-e-s, l'assistance aux malades etc. Ces formes de solidarité visent à atténuer les conséquences de la précarité financière qui expose de nombreuses personnes.
- **La prise de précautions et le respect des consignes de sécurité** : « En ce qui me concerne, je ne rentre pas en brousse, je contrôle mon langage partout où je suis. C'est mon travail seulement qui m'intéresse et je m'engage fortement dedans pour avoir quelque chose pour soutenir mes enfants ».[1]
- **La circulation en groupe** est conseillée et respectée par les femmes / filles.
« Nous circulons le plus souvent en groupe car lorsqu'on voit qu'elles ne sont pas nombreuses elles sont plus exposées. Il arrive qu'un groupe de femme croise un terroriste armé d'un couteau, et qu'il ait un affrontement entre le groupe de femme et le terroriste et vu qu'elles sont en nombre, elles arrivent à maîtriser et désarmer ce terroriste. C'est ce qui fait qu'on sort en groupe pour pouvoir faire face à ces cas et éviter qu'on nous attaque seule et nous viole ou nous fasse du mal et même nous tue.[2]»
Les personnes vulnérables sont prises en compte dans ces différentes stratégies de résilience développées :
« Pour les handicapés et les personnes âgées ou les enfants, on leur défend d'aller en brousse, et on leur dit de limiter leur déplacement, surtout d'éviter de marcher seul. »[3]
- **Des attitudes et comportements** développés par les jeunes femmes **pour éviter de s'exposer**. Il s'agit pour elles de respecter les enseignant-e-s et les autres camarades à l'école. En communauté c'est d'avoir la maîtrise de soi pour éviter toute tentation et provocation. « nous avons l'obligation de rester plus de temps à la maison, respecter les gens de la localité »[4].
- **La formation professionnelle comme alternative** pour occuper les filles qui ne sont plus à l'école. Certaines font des activités telles que la couture et le tissage de pagnes.[5]
- **Des stratégies d'adaptation négative comme le travail dangereux pour les enfants** : il ressort des propos des enfants interrogé-e-s que ceux-celles-ci sont obligé-e-s d'exercer des métiers pour faire face à la situation : « je vais continuer à travailler comme aide-ménagère pour chercher l'argent peut-être qu'un jour, je pourrais assurer ma scolarité si ce n'est pas trop tard ! »[6]

Globalement l'étude a révélé pour les deux régions que de nombreuses stratégies de résiliences sont développées par les femmes et les filles pour faire face aux risques. Toutefois, il ressort également des stratégies d'adaptation négatives qui pourraient exposer surtout les filles au travail des enfants et à l'exploitation.

[1] Extrait entretien femme victime de violence de la province du Gourma, région de l'Est

[2] Extrait entretien femme victime de violence de la province du Sanmatenga, région du Centre Nord

[3] Extrait entretien semi-dirigés femme victime de violence de la province du Sanmatenga, région du Centre Nord

[4] Extrait focus groupe enfants PDIs filles scolarisées dans le Gourma région de l'Est

[5] Extrait focus groupe enfants PDIs filles déscolarisées Kaya région du Centre Nord

[6] Extrait focus groupe enfants PDIs filles déscolarisés dans le Gourma région de l'Est

LA STRATÉGIE NATIONALE D'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE (SN-ESU)

Face aux défis relevés, des solutions sont pensées par le Gouvernement et ses Partenaires techniques et Financiers (PTF), les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les associations en vue d'apporter des réponses adaptées particulièrement en matière d'éducation, de protection des filles et de genre. Il s'agit entre autres de :

Adoption d'une stratégie nationale d'urgence en matière d'éducation

Création d'un secrétariat technique avec plusieurs programmes en charge de cette stratégie

Appui aux acteurs de développement

Mise en oeuvre d'initiatives innovantes visant à faciliter la réinsertion scolaire des enfants dont les filles affecté-e-s par la crise sécuritaire.

Cette recherche a aussi révélé d'une part des stratégies de résilience développées par les communautés, les femmes / filles face au défi et aux risques auxquels ils-elles doivent faire face.

D'autre part de nombreux efforts sont déployés par l'État Burkinabè et les partenaires du domaine, avec pour but de faciliter l'accès, le maintien scolaire dans la zone à fort défi sécuritaire, ainsi que la réinsertion scolaire des élèves déplacé-e-s.

Cependant, on note des limites des dispositions prise face à l'ampleur des besoins combinés avec une augmentation progressive des défis à relever. De plus, les interventions se font dans une perspective d'urgence et ne répondent pas à long terme aux besoins réels des populations affectées. Cela justifie en partie l'importance des résultats de la recherche qui serviront à mieux orienter les interventions futures.

« Grâce à des mécanismes de réception des plaintes, les femmes-filles affectées ont à leur disposition un soutien qui les aide à surmonter leur situation. »

Extrait
entretien
représentant
acteur
humanitaire

RECOMMANDATIONS

ACTEURS IMPLIQUÉS	RECOMMANDATIONS
<p>PDI Communautés et les Leaders communautaires / religieux des localités d'accueil</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les élans de solidarité existants • Renforcer l'éducation familiale • Contribuer activement aux cellules de veille au sein de la communauté d'accueil pour alerter les cas graves
<p>Collectivités</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir des sites adaptés pour construire des écoles sécurisées • Organiser les acteurs-actrices communautaires de l'éducation pour développer des stratégies de négociation des familles d'accueil pour les élèves / filles qui vivent seul-e-s et les orphelin-e-s et autres enfants chefs de ménage avec l'appui financier de la collectivité • Prévoir des sites dans des espaces sûrs avec les travailleurs de l'action humanitaire, les enseignant-e-s et bien d'autres structures pouvant permettre la réinsertion de ces enfants dont les filles. Ainsi les enfants qui auront besoin d'un accompagnement psychologique comme les filles vivant seules, victimes de violences, traumatisées auront sur place un accompagnement psychosocial, bénéficiant de conseils en matière de protection et également continuer à aller à l'école
<p>ONG et associations</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Prioriser et renforcer les initiatives visant au renforcement des capacités de résilience économique des femmes victimes de violences surtout en charge d'enfants et de filles en âge scolaire • Renforcer les actions de communication pour le changement de comportement à l'endroit des parent-e-s déplacé-e-s, des communautés hôtes, des élèves et des filles sur le genre, l'inclusion et la protection
<p>État et ses services techniques</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à l'application des textes de loi sur le genre, l'inclusion et la protection de l'enfant • Renforcer les dispositifs de suivi de l'application des textes • Travailler à restaurer et ou renforcer l'autorité de l'État dans les zones à fort défis sécuritaire • Veiller au respect des engagements nationaux en ce qui concerne le genre, l'inclusion et la protection • Veiller à l'effectivité des financements et les mettre à la disposition des démembrés pour le renforcement des capacités des structures éducatives en vue de la résolution des principales difficultés constatées pour chacune des régions • Appuyer les collectivités locales à soulager les structures éducatives ; • Essayer d'impliquer davantage le monde éducatif, les parents d'élèves et la sécurité en cas de situation grave

RECOMMANDATIONS

ACTEURS IMPLIQUÉS	RECOMMANDATIONS
MENAPLN / ST-ESU	<ul style="list-style-type: none">• Travailler à renforcer la coordination entre les acteurs-rices pour une mise en œuvre efficace et efficiente des initiatives• Mise en place d'un plan d'action conjoint en faveur de l'éducation en situation d'urgence• Augmenter les quantités des dotations en vivres des cantines les dotations en vivres des cantines afin de couvrir toute l'année dans les zones qui ont accueilli plus d'élèves déplacé-e-s• Soutenir la création d'espaces sécurisés pour l'hébergement et la prise en charge des filles, et enfants chef-fe-s de ménages• Mettre en place un mécanisme de prise en charge sanitaire des filles et autres enfants déplacé-e-s internes• Développer avec les partenaires des espaces éclairés et dotés de documents pour faciliter les études pour les élèves résidant seul-e-s ou en groupes de filles et de garçons dans des situations précaires• En collaboration avec les communautés mettre en place ou renforcer les cellules de veille au sein de la communauté d'accueil pour alerter les cas graves. S'assurer de les former sur les thématiques clés en lien avec les questions de genre, inclusion et protection de l'enfant• Travailler à augmenter les capacités d'accueil des écoles en tenant compte de la situation de handicap ; et du problème de distance dans les zones d'accueil des élèves déplacé-e-s en particulier pour Fada• Mettre en place un système de bourses / bons d'études adaptés, aux élèves dont les filles PDI de parents indigents avec un système de gestion transparente• Mettre en place un système de suivi de statistiques désagrégées par sexe, spécifique aux enfants déplacé-e-s sur l'accès – le maintien et la réussite• Plaider avec le CONASUR pour une désagrégation des chiffres sur les enfants PDIs permettant de disposer de données claires sur ceux-celles en âge scolaire• Faire valoir et travailler à diffuser les bonnes pratiques en termes d'innovations constatées

MOT SUR L'ÉTUDE

Ces données sont issues de l'étude **IMPACT DE LA CRISE SÉCURITAIRE ACTUELLE SUR LES FILLES, LE GENRE ET L'ÉDUCATION (ACCES, MAINTIEN, RÉUSSITE)**, rédigée en décembre 2021- (100 pages)

Consultante principale : W Carine Michelle KABORE/ZOUBGA

Comité d'encadrement :

Nathalie NIKIEMA : Directrice Pays CECI Burkina Faso

Clémence SANOU : Directrice terrain de PARITÉ

Yvette SANFO : Conseillère principale EFH PARITÉ

Fatoumata BALDÉ : Spécialiste EFH PARITÉ Canada

Mahamadou G. ABDYOU : Agent de projet, PARITÉ Canada



Pour trouver l'étude complète

Visitez les sites suivants :

CECI - (onglet publications)



ceci.ca

Alinéa



alineainternational.com